Bonjour à tous, Je suis Aykut Efe, économiste et stratégiste chez Spuerkeess Asset Management. Je suis ravi de vous retrouver pour cette nouvelle vidéo.

Depuis plusieurs mois, l'économie mondiale continue de faire les frais des annonces tarifaires du président américain Donald Trump.

Certes, les pires scénarios en termes de conséquences économiques sont écartés, mais l'impact n'est pas neutre.

L'incertitude qui touche les entreprises a impacté les attentes de croissance aux États-Unis, dont l'économie devrait décélérer par rapport à l'an passé.

On le voit notamment dans les chiffres de l'emploi.

Depuis mai, la création d'emplois aux États-Unis est en moyenne quasi nulle, ce qui contraste avec un chiffre moyen de 100 à 150 000 en temps normal.

Cela dit, le tableau n'est pas entièrement pessimiste sur le marché de l'emploi américain. S'il n'y a pas de création d'emplois, il n'y a pas non plus de destructions d'emplois.

Ainsi, il s'agit d'un équilibre avec à la fois peu d'emplois créés et peu d'emplois détruits.

L'autre point d'interrogation sur l'économie américaine est celui de l'inflation. Mécaniquement, une hausse des prix des importations en raison des tarifs devrait faire grimper les prix de revente.

Toutefois, le lien peut s'avérer plus indirect si les entreprises peuvent dans un premier temps se permettre une légère érosion des marges par pression concurrentielle.

Dans cet environnement, la Fed fait face à un dilemme important : baisser les taux pour éviter un accident sur le marché de l'emploi ou garder les taux à des niveaux élevés pour éviter que l'inflation ne s'emballe. Pour l'instant, elle semble donner la priorité à la préservation du marché de l'emploi, car elle a effectué une première baisse de taux en septembre et semble se diriger vers au moins une deuxième baisse d'ici la fin de l'année.

En Europe,

s'il n'y a pas de problème d'inflation, il y a toujours un problème de croissance. Certes, il n'y a pas de menace imminente d'une remontée du taux de chômage qui reste stable autour de 6 %, mais les attentes de croissance restent faibles autour de 1 %. Dans un contexte de croissance faible, l'inflation devrait passer sous la barre des 2 % dès l'an prochain en ligne avec une croissance salariale en décélération.

Toutefois, cela n'ouvre pas la porte à des baisses de taux imminentes, étant donné que la Banque centrale européenne

a déjà procédé à 200 points de base de baisse sur les taux de dépôt entre juin 2024 et juin 2025.

Concernant la croissance future,

beaucoup d'espoirs reposent sur le bon déroulement des plans de dépenses gouvernementaux, notamment en Allemagne.

En effet, le gouvernement allemand a dévoilé d'ambitieux projets de dépenses en infrastructures et en moyens militaires de plusieurs centaines de milliards d'euros sur environ dix ans. Une telle enveloppe ne devrait pas être sans conséquence

sur la croissance et la dette publique en Allemagne.

Enfin, la croissance en Chine continue d'être dans une phase de reprise en demi-teinte. En effet, les ménages ne retrouvent la confiance que progressivement, sous l'impulsion de mesures gouvernementales ciblées.

Concernant les exportations,

la guerre commerciale avec les États-Unis continue évidemment d'affecter la visibilité.

Pour conclure,

malgré un sentiment économique généralement dégradé, la résilience reste à l'ordre du jour pour le reste de l'année. Merci pour votre attention et à très bientôt.